

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 6 avril 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur avant-projet de loi "organique de la police nationale", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 6, 13 et 15 mai 1998, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 april 1998 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van "organieke wet van de nationale politie", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 6, 13 en 15 mei 1998, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

Etant donné les nombreuses observations générales qui seront faites ci-après et le fait que l'avant-projet fait, actuellement, l'objet de négociations, le Conseil d'Etat croit devoir se limiter à l'essentiel en ce qui concerne l'examen des articles.

L'absence d'observations concernant d'autres dispositions de l'avant-projet ne signifie pas que les textes en projet ne soient ni critiquables, ni perfectibles. Dans un tel contexte, il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne saurait servir d'élément d'interprétation de l'avant-projet de loi.

OBSERVATIONS GENERALES

1. La loi en projet tend à organiser "la police nationale". Comme l'indique l'exposé des motifs, elle vise à restructurer le "paysage policier en Belgique" (p. 1). A cette fin, elle entend créer un corps de police dite nationale qui naîtrait de la fusion de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets (p. 2). Elle confie à ce corps des missions qui relèvent tant de la police administrative que de la police judiciaire, dont il assurera "un service équivalent sur l'ensemble du territoire" (article 2, alinéa 2, en projet).

La loi en projet ne saurait supprimer purement et simplement la gendarmerie - qui est l'un des éléments de la force publique qu'instaure le titre VI de la Constitu-

.../...

tion - (1). Elle ne saurait, sans révision préalable de la Constitution - mais les dispositions contenues dans l'article 184 de la Constitution ne sont pas, en l'occurrence, révisables -, en supprimer l'organisation, ni les attributions.

L'observation ne porte pas préjudice à la faculté dont dispose le législateur fédéral d'harmoniser l'action et les interventions de la gendarmerie - fût-elle, pour la circonstance, qualifiée de corps de "police nationale" - avec celles d'autres services qui seront fusionnés avec elle ou qui lui seront intégrés.

Dans la mesure où la loi en projet trouve son principal fondement dans le titre VI de la Constitution et, plus particulièrement, dans son article 184, il convient que "l'organisation" et les "attributions" de la police nationale fassent "l'objet d'une loi". Il en résulte que le législateur se doit de régler lui-même ces matières. Si l'article 184 de la Constitution n'exclut pas que certaines délégations soient conférées au Roi, il réserve au législateur fédéral la compétence d'établir les règles essentielles en ces matières.

(1) O. Orban, "Le droit constitutionnel de la Belgique", Liège-Paris, H. Dessain - V. Girard & E. Brière, t. III, n° 134, p. 309; G. Dor, "Notes de droit public", Presses universitaires de Liège, 1949, 1er fascicule, p. 145; F. Delpérée, "Gendarmerie et ordre public", Annales de droit de Louvain, 1963, p. 201; M. Verdussen, "Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal", Bruxelles, Bruylant, 1995, p. 354.

L'observation se justifie d'autant plus que le législateur fédéral entend confier, au niveau national, l'ensemble des missions de police - notamment de police judiciaire - à la force publique que vise l'article 184 de la Constitution, missions qui étaient précédemment réparties entre plusieurs corps distincts.

Il y a lieu, en conséquence, de considérer que la réserve législative inscrite dans cette disposition doit être comprise plus rigoureusement qu'elle l'a été lors de l'élaboration de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

2. L'avant-projet tend, notamment, à fusionner la police judiciaire près les parquets et la gendarmerie dans une police nationale.

L'article 6, alinéas 1er et 2, place cette police nationale sous l'autorité du ministre de l'Intérieur pour l'exécution des missions de police administrative et sous celle du ministre de la Justice, pour l'exécution des missions de police judiciaire.

Si l'autorité du ministre de l'Intérieur va de soi pour la police administrative, qui relève spécifiquement et exclusivement du pouvoir exécutif (1), il n'en va pas de même de l'autorité du ministre de la Justice sur la police

(1) en ce compris les autorités administratives décentralisées pour les missions locales de police administrative.

nationale, en tant que celle-ci remplit des missions de police judiciaire.

Les responsabilités respectives du gouvernement et des autorités judiciaires pour l'exécution de ces dernières missions doivent être examinées à la lumière des lois qui ont été adoptées récemment dans le domaine de la recherche et de la poursuite des infractions. Il est en effet indispensable que la législation en la matière forme un ensemble cohérent.

Ainsi y a-t-il lieu d'examiner la compatibilité entre le présent avant-projet et la loi du 4 mars 1997 instituant le Collège des procureurs généraux et créant la fonction de magistrat national.

Celle-ci prévoit expressément que la politique criminelle relève, dans le cadre tracé par le pouvoir législatif, de la responsabilité du ministre de la Justice. Il est de la sorte donné suite aux conclusions de la première Commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme et le grand banditisme (1). Le ministre peut désormais adresser à tous les membres du ministère public des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite (article 143ter du Code judiciaire).

(1) "Commission d'enquête sur la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée" (Doc. parl., Chambre, session 1989-1990, n° 59/8).

La même loi prévoit que ces directives sont édictées après avoir pris l'avis du Collège des procureurs généraux. En outre, elle précise que ce Collège décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue de la mise en oeuvre cohérente et de la coordination de la politique criminelle déterminée par ces directives. Ce n'est qu'à défaut de consensus et si l'exécution des directives ministérielles relatives à la politique criminelle était ainsi mise en péril que le ministre de la Justice est habilité à prendre les mesures nécessaires à leur application.

Il ressort de l'ensemble de ces dispositions que, si l'élaboration de la politique criminelle est du ressort du ministre de la Justice, sa mise en oeuvre reste l'apanage du Collège des procureurs généraux et des membres du ministère public.

Il importe également d'examiner la compatibilité du présent avant-projet avec la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction.

Cette loi entend préciser et affirmer, "de manière parfaitement claire et précise, l'autorité de la magistrature sur les enquêtes judiciaires" (1).

(1) Exposé introductif du ministre de la Justice sur le projet de loi relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, rapport fait au nom de la commission de la Justice par MM. Erdman et Desmedt, Sénat, n° 1-704/4, 1997-1998, p. 11.

Le Code d'instruction criminelle prévoit dorénavant que "l'information est conduite sous la direction et l'autorité du procureur du Roi compétent. Il en assume la responsabilité" (article 28bis, § 1er, alinéa 3). Quant à l'instruction, elle "est conduite sous la direction et l'autorité du juge d'instruction" (article 55), qui en "assume la responsabilité" (article 56, § 1er, alinéa 1er).

Aux termes de la loi, l'information est "l'ensemble des actes destinés à rechercher les infractions, leurs auteurs et les preuves, et à rassembler les éléments utiles à l'exercice de l'action publique" (article 28bis, § 1er, alinéa 1er). "L'information s'étend à l'enquête proactive. Celle-ci, dans le but de permettre la poursuite d'auteurs d'infractions, consiste en la recherche, la collecte, l'enregistrement et le traitement de données et d'informations sur la base d'une suspicion raisonnable que des faits punissables vont être commis ou ont été commis mais ne sont pas encore connus, et qui sont ou seraient commis dans le cadre d'une organisation criminelle, telle que définie par la loi, ou constituent ou constitueraient un crime ou un délit tel que visé à l'article 90ter, §§ 2, 3 et 4. Pour entamer une enquête proactive, l'autorisation écrite et préalable du procureur du Roi, de l'auditeur du travail ou du magistrat national, dans le cadre de leur compétence respective, est requise, sans préjudice du respect des dispositions légales et spécifiques réglant les techniques particulières de recherche" (article 28bis, § 2).

La même loi du 12 mars 1998 prévoit également que "sans préjudice de l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, le procureur du Roi prend les

.../...

directives générales nécessaires à l'exécution des missions de police judiciaire dans son arrondissement" (article 26 du Code d'instruction criminelle) et que "dans le cadre de la politique de recherche déterminée conformément aux articles 143bis et 143ter du Code judiciaire, le procureur du Roi détermine les matières dans lesquelles les infractions sont prioritairement recherchées dans son arrondissement" (article 28ter, § 1er, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle).

En outre, ne peut échapper à l'autorité et à la direction du procureur du Roi et du juge d'instruction, l'action - même autonome - des services de police, que l'article 28bis, § 1er, alinéas 2 et 3, du Code d'instruction criminelle autorise dans les limites qu'il prévoit. Selon cette disposition :

"Les principes généraux selon lesquels les services de police peuvent agir de manière autonome sont établis par la loi et selon les modalités particulières fixées par des directives prises conformément aux articles 143bis et 143ter du Code judiciaire.

Indépendamment (1) de ce qui est prévu aux alinéas précédents, l'information est conduite sous la direc-

-
- (1) L'emploi du mot "indépendamment" a été justifié comme suit dans les travaux préparatoires :

"Un commissaire estime contre-indiqué d'employer ici le terme «sans préjudice de». Conjugué à l'inversion des paragraphes, cet ajout a pour effet de renforcer à nouveau la position de la police, alors que l'objectif final est de faire en sorte que la recherche se réalise sous la direction et l'autorité du procureur du Roi.

L'auteur de l'amendement se rallie à cette objection et propose de remplacer les mots «sans préjudice de» par les mots «indépendamment de» (Sénat, n° 1-704/4, 1997-1998, p. 106).

.../...

tion et l'autorité du Procureur du Roi compétent. Il en assume la responsabilité.".

L'article 28ter, § 2, du même Code ajoute que "les officiers et agents de police judiciaire, agissant d'initiative, informent le procureur du Roi des recherches effectuées dans le délai et selon les modalités qu'il fixe par directive ...".

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que si la politique criminelle fait l'objet de directives ministérielles contraignantes adressées au ministère public, la mise en oeuvre de cette politique, laquelle comprend toute activité de recherche et de poursuite des infractions, de leurs auteurs et de tout élément utile à l'action publique, est sous l'autorité, la direction et la responsabilité du ministère public au stade de l'information et sous celle du juge d'instruction au stade de l'instruction.

En résumé, le Code d'instruction criminelle ne prévoit aucune mission de police judiciaire qui peut être accomplie autrement que sous la responsabilité de membres du ministère public ou du juge d'instruction, selon le cas.

Plusieurs dispositions de l'avant-projet sont susceptibles de mettre en péril l'autorité et la responsabilité des membres du ministère public ou des juges d'instruction dans l'accomplissement des missions de police judiciaire. Elles sont, dès lors, difficilement conciliables avec les dispositions précitées de la loi du 4 mars 1997 et avec celles de la loi du 12 mars 1998.

.../...

On donne ci-après trois exemples :

1° L'article 6 de l'avant-projet prévoit que le ministre de la Justice peut adresser directement à la police nationale des ordres, instructions et directives nécessaires à l'exécution des missions de police judiciaire.

Cette disposition est incompatible avec l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police - auquel se réfère l'article 26 du Code d'instruction criminelle - en tant que cette disposition ne donne au ministre de la Justice que le pouvoir d'adresser aux services de police les directives générales nécessaires à l'accomplissement des tâches de police judiciaire.

Autrement dit, l'article 6 de l'avant-projet, en prévoyant que le ministre peut également adresser des ordres et des instructions, ne respecte pas les dispositions du Code d'instruction criminelle donnant au procureur du Roi et au juge d'instruction autorité et direction sur la conduite de l'information et de l'instruction.

2° L'article 2, alinéa 3, de l'avant-projet dispose que "la politique relative à l'exécution des missions de police judiciaire ... est réglée dans le plan national de sécurité et dans les plans zonaux de sécurité". L'article 18 prévoit que le plan national de sécurité contiendra, notamment, "la manière dont sont accomplis les missions et buts prioritaires de la police nationale, tels qu'ils ont été fixés par les ministres de la Justice et de l'Intérieur". En ce qui concerne la police judiciaire, ces

.../...

"missions et buts prioritaires" pourraient entrer en contradiction avec les directives fixées, au niveau national, par le ministre de la Justice et le Collège des procureurs généraux, conformément aux articles 143bis et 143ter du Code judiciaire.

Le mode d'élaboration du plan national de sécurité diverge en effet fondamentalement de celui de ces directives. Le plan serait en effet "préparé" par la police nationale, proposé par le conseil national de police, au sein duquel l'ordre judiciaire est représenté de manière minoritaire, et arrêté par les ministres de la Justice et de l'Intérieur.

S'il n'y a pas de difficulté à admettre que des plans annuels soient élaborés pour régler la répartition des moyens entre les différents services de la police nationale et entre les différentes missions que ces services doivent remplir, les missions et buts prioritaires en matière de police judiciaire doivent être fixés exclusivement selon les procédures prévues par le Code judiciaire afin de sauvegarder les prérogatives des juges d'instruction et des membres du ministère public dans la mise en oeuvre de la politique de recherche et de poursuite des infractions.

Selon les déclarations des fonctionnaires délégués, il appartiendra au ministre de la Justice de "veiller à la cohérence entre ses directives prises en exécution de l'article 143ter du Code judiciaire, les directives qu'il peut prendre en vertu de l'article 6, deuxième et troisième alinéas, du projet - qu'on retrouve également dans l'article 5, deuxième alinéa, de la loi sur la fonction de

.../...

police - et les missions et objectifs prioritaires qu'il fixe pour la police nationale."

La section de législation n'aperçoit cependant pas de quelle manière l'avant-projet réalise cette cohérence entre les différents types de directives.

3° Les articles 31 et 57 de l'avant-projet remettent en cause le libre choix, par le procureur du Roi ou le juge d'instruction, du service de police qu'il estimerait le mieux à même d'accomplir une mission de police judiciaire.

L'article 31 prévoit que les réquisitions judiciaires sont adressées au commandant d'arrondissement, au commissaire national, au commandant de l'unité judiciaire ou au directeur général de la police judiciaire. Il exclut donc qu'une réquisition soit adressée directement à un service particulier ou à un chef de division zonale.

L'article 57 complète l'article 5 de la loi sur la fonction de police par un alinéa qui prévoit que "conformément à l'article 143ter du Code judiciaire, le ministre de la Justice détermine par directive, en partant des principes de spécialité et de subsidiarité, les missions de police judiciaire qui sont remplies prioritairement, d'une part, par les unités judiciaires de la police nationale et, d'autre part, par les divisions zonales de la police nationale et la police communale". Etant donné que ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public, ainsi que le prévoit l'article 143ter,

.../...

alinéa 2, du Code judiciaire, le libre choix du procureur du Roi s'en trouvera limité.

3. Plusieurs dispositions de l'avant-projet concernent des matières déjà réglées par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et le Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction.

Tel est le cas, notamment, des réquisitions judiciaires qui sont régies par :

- 1° les articles 28ter, §§ 3 et 4, et 56, §§ 2 et 3, du Code d'instruction criminelle;
- 2° les articles 6 et 8 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police tels que modifiés par la loi en projet;
- 3° les articles 29 à 33, 38 et 39 de la loi en projet.

En outre, chacune de ces lois fait expressément référence aux autres, de sorte qu'une compréhension complète de la matière nécessite un examen simultané de trois textes différents.

Une telle situation est source d'obscurité et d'insécurité juridique encore aggravée par l'usage abusif de l'expression "sans préjudice de".

.../...

4. La recherche par le législateur d'un équilibre entre les différents agents de la politique criminelle et le souci de réserver à chacun un rôle dans la détermination de cette politique, conduisent à une multiplication des prescriptions adressées directement aux services de police ou susceptibles de les concerner.

Outre les lois et arrêtés royaux, mentionnons :

- 1° les directives prises par le ministre de la Justice conformément à l'article 143ter du Code judiciaire;
- 2° les directives prises par le Collège des procureurs généraux conformément à l'article 143bis du Code judiciaire;
- 3° les directives prises par les procureurs généraux;
- 4° les directives du procureur du Roi prises conformément aux articles 26 et 28ter, § 1er, du Code d'instruction criminelle;
- 5° les directives générales adressées par le ministre de la Justice aux services de police conformément à l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;
- 6° les ordres, instructions et directives des ministres de la Justice et de l'Intérieur visés à l'article 6 de l'avant-projet;

.../...

- 7° les ordres, instructions, réquisitions et directives des autorités compétentes visés à l'article 6 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié par le texte en projet (1);
- 8° les prescriptions du plan national de sécurité préparé par la police nationale, soumis pour évaluation au conseil national de police et arrêté par les ministres de la Justice et de l'Intérieur;
- 9° les prescriptions du plan zonal de sécurité préparé par le conseil zonal de police et approuvé par les bourgmestres, le procureur du Roi et les ministres de la Justice et de l'Intérieur;
- 10° les avis résultant de la concertation provinciale visée à l'article 62 de l'avant-projet (article 10, § 4, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en projet);
- 11° les résultats de la concertation de recherche visée à l'article 62 de l'avant-projet (article 10, § 6, de la loi sur la fonction de police, en projet).

5. L'avant-projet prévoit qu'en ce qui concerne la police locale, le territoire est divisé en zones interpolice par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres

(1) Les directives peuvent être prises tant par les autorités qui ont un pouvoir hiérarchique sur les services de police que par celles qui en sont dépourvues (exposé des motifs, p. 42).

(article 10 en projet de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police).

A chaque zone interpolice correspondra une division zonale de la police nationale.

Au sein d'une zone interpolice, diverses formes d'intégration des polices communales et de collaboration avec la division zonale de la police nationale sont envisagées.

Les communes d'une même zone interpolice pourraient ainsi décider d'avoir un chef de corps commun, des services intégrés ou même un corps commun. Dans l'hypothèse où ces communes feraient le choix d'un chef de corps commun ou d'un corps commun, une "convention d'association" pourrait être conclue, de manière à ce que, dans une même zone interpolice, la police communale et la division zonale de la police nationale fonctionneraient comme une seule unité opérationnelle placée sous l'autorité du ou des bourgmestres de ces communes. Une telle convention pourrait également être conclue lorsqu'une zone interpolice correspond au territoire d'une seule commune (1).

Ces formes d'intégration impliquent que des modifications soient apportées à la nouvelle loi communale.

(1) Voir le commentaire de l'article 64 du projet, insérant un article 10ter à la loi du 5 août 1992 précitée.

Un projet prévoyant diverses modifications à cette dernière a été soumis, le 15 décembre 1997, à la section de législation.

Le projet a toutefois été profondément remanié et vient d'être soumis à nouveau, ce 11 mai 1998, à la section de législation.

Par ailleurs, il est fait état de ce que le présent avant-projet pourrait être profondément remanié sur ce point.

Les observations concernant les différentes formes de collaboration et l'organisation de la police au niveau local seront, dès lors, formulées lors de l'examen de nouveaux textes.

6. En ce qui concerne le statut du personnel de la future police nationale, l'article 100, § 1er, de l'avant-projet prévoit que tant les membres de la gendarmerie que ceux de la police judiciaire seront transférés d'office dans ce nouveau corps, mais qu'ils restent soumis aux lois et règlements qui leur sont respectivement applicables. Certaines dispositions de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, ainsi que de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie sont d'ailleurs maintenues spécialement à cet effet.

.../...

Par ailleurs, l'article 100, § 2, prévoit qu'un statut des membres du corps opérationnel de la police nationale entrera en vigueur au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent projet. Dans l'intervalle, aucun membre du corps opérationnel ne serait recruté.

Les membres du corps opérationnel de la gendarmerie, ainsi que les officiers et agents judiciaires près les parquets pourront demander à se voir appliquer ce nouveau statut.

Ces dispositions suscitent plusieurs observations.

Le système mis en place aura pour effet que les membres du corps opérationnel de la police nationale relèveront de trois statuts distincts. Outre les difficultés au regard du principe d'égalité que ne manquera pas de créer la coexistence, dans un même corps, de personnes soumises à des statuts différents bien que remplissant les mêmes fonctions, l'autorité compétente pour arrêter ces règles statutaires ne sera pas la même pour chacune des catégories. En effet, les gendarmes ont un statut fixé essentiellement par la loi, tandis que les officiers et agents judiciaires près les parquets ont un statut arrêté par le Roi, en vertu de l'article 2 de la loi du 7 avril 1919 (1).

(1) En ce sens, Conseil d'Etat, section d'administration, 9e Chambre, arrêt n° 70.203 du 15 décembre 1997.

Quant au statut du personnel recruté, ni le projet, ni l'exposé des motifs n'indiquent clairement par quelle autorité il sera fixé (1).

Les modifications ultérieures, qui devront nécessairement être apportées aux différents statuts, devront l'être selon le cas, par le Roi ou par la loi, ce qui ne manquera de susciter également des objections au regard du principe d'égalité.

Compte tenu de l'observation générale n° 1, le statut du personnel du corps opérationnel de la police nationale devrait être fixé par la loi elle-même, tout comme l'est actuellement celui de la gendarmerie.

Afin d'éviter de heurter le principe d'égalité, mieux vaudrait prévoir que ce nouveau statut serait d'application pour tous les membres du personnel, quitte à prévoir des dispositions transitoires justifiées par le souci de sauvegarder les droits des membres du personnel transféré de la police judiciaire ou de la gendarmerie.

(1) L'article 100, § 2, qui dispose que ce statut "entrera en vigueur au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi" donnerait plutôt à penser qu'il ne sera pas arrêté par le législateur lui-même. Dans le cas contraire, en effet, cette précision devrait être omise, car elle ne constituerait qu'une recommandation du législateur à lui-même. Aucune disposition du projet n'accorde toutefois le pouvoir au Roi d'arrêter le statut du personnel.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1er

L'article 44undecies en projet de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police concerne l'organisation judiciaire. Cette disposition doit être adoptée selon la procédure prévue à l'article 77 de la Constitution. Il est suggéré de la distraire du présent avant-projet et, plutôt que de modifier la loi précitée, de modifier l'article 327ter du Code judiciaire.

Articles 3, 5 et 7

L'article 3 prévoit que la police nationale est organisée en directions générales, en unités et services nationaux, en divisions d'arrondissement, au sein desquelles sont organisées des unités judiciaires, et en divisions zonales, qui "relèvent" toutes d'un commissaire national.

L'avant-projet ne fixe pas lui-même quelles sont les directions générales qui seront créées. Il se limite en effet à prévoir que devront être créées, "au moins une direction générale des services d'appui, une direction générale de la police judiciaire et une direction générale de la police administrative" (article 3, 2°). Il délègue au Roi le pouvoir d'instituer ces directions générales.

En outre, le même article 3 prévoit, au 3°, la création d'unités et services nationaux au nombre desquels figurent au moins des unités spéciales chargées de la police

.../...

de la route, des unités et services spéciaux d'appui, de surveillance, de protection ou d'intervention, des unités et services spéciaux de police scientifique et technique, ainsi qu'une ou plusieurs écoles.

Cette disposition ne prévoit pas par qui ces services peuvent être créés. Toutefois, si on se réfère aux articles 5, alinéa 2, et 7 de l'avant-projet, c'est au commissaire national qu'il appartient de fixer l'organisation des unités et services, dans un cadre déterminé par des principes généraux décidés conjointement par les ministres de l'Intérieur et de la Justice (1).

La même disposition ne prévoit pas que ces unités ou services doivent relever d'une direction générale.

Compte tenu de l'observation générale n° 1, ce n'est pas à l'Exécutif et encore moins au commissaire national qu'il revient de fixer l'organisation générale de la police nationale en créant d'autres directions générales, d'autres unités ou services que ceux énumérés dans l'article 3 à l'examen; c'est au législateur seul qu'il appartient de fixer les règles essentielles de cette organisation.

Il s'ensuit qu'est critiquable la disposition de l'article 7, § 1er, de l'avant-projet qui attribue aux ministres de l'Intérieur et de la Justice le pouvoir d'arrêter les principes généraux de cette organisation et, davantage encore, celle de l'article 5, alinéa 2, qui confie

(1) Le texte en projet permettrait ainsi au commissaire national de créer une unité ou un service particulier qui ne dépendrait que de lui.

"pour le surplus" au commissaire national l'organisation des unités et services.

L'établissement des principes généraux de cette organisation ne saurait être confié ni au Roi, ni aux ministres de l'Intérieur et de la Justice agissant conjointement. A fortiori, ne saurait-il être question de conférer au commissaire national le pouvoir de prendre, dans le respect de ces principes généraux, le pouvoir de prendre des mesures réglementaires pour l'organisation des unités et des services, ce pouvoir revenant constitutionnellement au Roi.

Article 8

L'article 8 prévoit que la police nationale est dirigée par le commissaire national. Les directeurs généraux sont dès lors soumis à son autorité hiérarchique.

L'alinéa 2 dispose que le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres pris sur la proposition conjointe des ministres de l'Intérieur et de la Justice et après avis du conseil national de police, la délégation de compétence du commissaire national aux directeurs généraux.

Selon l'exposé des motifs, cette dernière disposition "sera surtout importante pour la direction générale de la police judiciaire qui exercera une partie importante des missions de police judiciaire, conférées à la police nationale, sous la conduite des autorités judiciaires et sous l'autorité du ministre de la Justice".

.../...

L'alinéa 5 dispose que le commissaire national peut réformer les décisions du directeur général de la direction générale de la police judiciaire, lequel disposerait d'une sorte de recours auprès du conseil national de police dont la décision pourrait être à son tour réformée d'initiative par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Cette disposition méconnaît les principes qui gouvernent la délégation de pouvoir.

En effet, c'est en principe l'autorité à qui une compétence est attribuée qui délègue elle-même une partie de ses pouvoirs à une autorité subordonnée, alors, qu'en l'espèce, ce n'est pas le commissaire national qui délègue une partie de ses pouvoirs aux directeurs généraux, mais bien le Roi qui leur attribue certains pouvoirs.

Le fait que les "délégations de compétence" du commissaire national seraient fixées par le Roi laisse dans l'incertitude le degré d'autonomie dont disposeront les directeurs généraux. Ceux-ci seront-ils, pour l'exercice de ces pouvoirs, soumis à l'autorité hiérarchique du commissaire national ou pourront-ils prendre leurs décisions de manière indépendante ? Le commissaire national pourra-t-il encore prendre des décisions dans les domaines qui auront été "délégués" aux directeurs généraux ?

Pour lever cette ambiguïté, les auteurs de l'avant-projet doivent prendre clairement attitude : ou bien il s'agit d'une délégation de pouvoir au sens propre du terme et, dans ce cas, le commissaire national conserve son pouvoir hiérarchique à l'égard des directeurs généraux, ou

.../...

bien il s'agit d'une attribution aux directeurs généraux de compétences qu'ils exercent de manière indépendante.

La disposition examinée devra être fondamentalement revue en fonction du choix opéré.

Article 9

Cette disposition ne permet pas de déterminer de manière certaine quelle est l'autorité du commandant d'arrondissement sur l'unité judiciaire d'arrondissement.

L'alinéa 1er prévoit en effet que le commandant d'arrondissement est chargé de la direction générale du niveau (lire : division) de l'arrondissement de la police nationale, en ce donc compris l'unité judiciaire.

Par contre, l'alinéa 3 place le commandant de l'unité judiciaire directement sous les ordres, instructions et directives du commissaire national et des directeurs généraux.

En tout état de cause, il est exclu que le commandant d'arrondissement "contrôle" les missions de police judiciaire. L'accomplissement de ces missions est en effet sous la direction et l'autorité du ministère public ou du juge d'instruction selon le cas.

.../...

Article 13

Alors que la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique établit comme principe que l'agent des services publics est dans une position statutaire et que, par dérogation à ce principe, des membres du personnel peuvent être engagés par contrat de travail pour des besoins exceptionnels et temporaires ou pour accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques, la loi en projet inverse résolument la règle pour le corps administratif et logistique de la future police nationale en prévoyant que les membres de ce personnel seront soit dans un lien statutaire, soit engagés par contrat de travail, celui-ci constituant la règle pour le personnel chargé "des tâches auxiliaires, spécifiques ou d'appoint".

Cette disposition est critiquable à deux égards.

D'une part, si les membres de la police nationale qui exercent des fonctions policières doivent, du fait de leur participation à l'exercice de la force publique, être soumis à un statut propre, distinct de celui des agents des services de l'administration générale, soumettre le corps administratif et logistique à des règles qui se différencient fondamentalement de celles des autres agents de l'Etat peut apparaître discriminatoire.

D'autre part, la loi du 22 juillet 1993 précitée prévoit que le Roi détermine, sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, et après négociation avec les organisations syndicales représentatives, quelles sont les tâches auxiliaires et spécifiques pour

.../...

lesquelles des membres du personnel peuvent être engagés sous contrat de travail. En prévoyant que le personnel chargé des tâches auxiliaires, spécifiques ou d'appoint est engagé sous le régime du contrat de travail, sans préciser quelles sont ces tâches, ni comment elles seront déterminées, l'avant-projet fait du contrat de travail le mode exclusif d'engagement du personnel: quel est en effet le membre du personnel qui n'est pas chargé d'une tâche spécifique ?

Article 14

L'exposé des motifs indique que le titulaire du mandat peut être déchargé de son emploi avant même l'échéance de son mandat s'il apparaît qu'il ne donne pas satisfaction ou encore si, bien que donnant satisfaction, l'intérêt du fonctionnement optimal d'une autre unité ou d'un autre service commande qu'on l'affecte plutôt à un autre emploi devenu vacant pour lequel il a le profil indiqué.

Le texte lui-même ne prévoit pas cette possibilité.

Si l'exposé des motifs correspond aux intentions des auteurs de l'avant-projet, il leur appartient de revoir le texte en ce sens.

.../...

Article 16

Contrairement à l'article 13 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, l'article examiné ne fixe pas l'effectif maximal des corps qui composeront la police nationale. Il laisse ce soin au Roi.

Eu égard à l'article 184 de la Constitution et au fait que l'effectif d'une force publique est une des caractéristiques essentielles de son organisation, c'est à la loi qu'il appartient de fixer l'effectif maximal de chacun de ses corps.

Article 24

Cette disposition prévoit que des rapports de service réguliers sont entretenus avec le procureur du Roi par le commandant d'arrondissement et le commandant de l'unité judiciaire, d'une part, et avec les procureurs généraux et les magistrats nationaux par le commissaire national et les directeurs généraux, d'autre part.

L'article 55 de la loi du 2 décembre 1957 dispose, de manière plus générale, que la gendarmerie doit entretenir des rapports constants avec les procureurs du Roi et qu'elle doit informer, par rapport spécial, les procureurs généraux et les procureurs du Roi des événements extraordinaires intéressant l'ordre public.

La disposition en projet est plus large en ce qu'elle prévoit également des contacts réguliers avec les

.../...

procureurs généraux et les magistrats nationaux, mais elle est, par contre, plus restrictive en ce qu'elle semble limiter les interlocuteurs potentiels du procureur du Roi.

On ne voit pas pourquoi, par exemple, le procureur du Roi, responsable de la mise en oeuvre de la politique criminelle dans son arrondissement, ne pourrait pas entretenir des rapports réguliers directement avec les chefs de zone pour des problèmes purement locaux.

Article 44

Le commentaire de l'alinéa 2 indique que "les montants (provenant des prestations contre paiement au profit des communes et des prestations d'utilité publique effectuées contre paiement) seront ajoutés aux moyens budgétaires".

Cette disposition est contraire à l'article 174 de la Constitution selon lequel "toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes". Si l'intention est d'affecter les recettes perçues en application des articles 19 et 45 de l'avant-projet aux dépenses de la police nationale, il convient de créer un fonds budgétaire, conformément à l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

.../...

Articles 47 à 52

Ni les articles 47 à 52, qui composent le titre X consacré à l'inspection générale de la police nationale, ni l'exposé des motifs ne permettent de déterminer quel sera le statut de cette inspection, ni des personnes qui la composeront.

S'agit-il, à l'instar de l'actuelle inspection générale de la gendarmerie, d'un service de contrôle interne de la police nationale composé de membres de celle-ci ou d'un service de contrôle externe composé de membres étrangers à la police nationale ?

Le titre X du projet doit être fondamentalement revu pour correspondre aux intentions exactes des auteurs de l'avant-projet. S'agissant d'une règle essentielle de l'organisation de la police nationale, l'organisation et la composition de cette inspection doivent être directement réglées par la loi.

Les règles relatives à la saisine de l'inspection devront également être revues après que le législateur aura pris attitude quant à la nature du contrôle exercé par cette inspection.

Article 53

L'article 14 en projet de la loi du 7 avril 1919 instituant les officiers et agents judiciaires près les parquets prévoit que "les officiers et agents judiciaires

.../...

qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont âgés de soixante ans accomplis sont pensionnés d'office à condition qu'ils comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public".

L'exposé des motifs ne donne aucune justification à cette mesure qui paraît difficilement compatible avec le principe d'égalité.

Elle établit en effet une double différence de traitement entre les officiers et agents judiciaires selon qu'ils auront ou non atteint l'âge de soixante ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi et selon qu'ils auront ou non plus de vingt-cinq ans de service. Seuls ceux qui, à la date de l'entrée en vigueur de la loi, auront atteint soixante ans et vingt-cinq ans de service seront pensionnés d'office, alors que ceux qui ne rempliront pas à cette date les deux conditions cumulées pourront continuer leur carrière jusqu'à soixante-cinq ans.

L'objectif légitime de ce type de mesures est généralement de réduire à la fois le nombre et l'âge moyen des membres du personnel. La mesure envisagée par l'avant-projet cause un préjudice important à ceux qui remplissent les conditions, non seulement parce qu'ils ne pourront pas poursuivre leur carrière jusqu'à son terme mais également parce qu'il n'est même pas prévu un aménagement compensatoire du calcul de leur pension. Elle paraît donc disproportionnée, dès lors qu'elle ne pourrait concourir à un objectif légitime que de manière très réduite et temporaire.

.../...

Article 59

L'alinéa 2 que cette disposition tend à insérer à l'article 8 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police traduit maladroitement l'intention exprimée, dans le commentaire de cette disposition :

"... le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut actuellement, dans le cadre de son enquête, attribuer la direction opérationnelle à l'un ou l'autre service de police et il ne peut alors subsister aucun doute quant au fait que l'autre service de police sera, dans cette enquête spécifique, placé sous la direction opérationnelle du service de police désigné par le procureur (du Roi) ou par le juge d'instruction. On peut difficilement exiger du procureur (du Roi) ou du juge d'instruction qu'il assure la coordination de l'intervention de deux services de police s'ils ne peuvent déterminer en même temps quel service assurera la direction opérationnelle.".

Mieux vaudrait dès lors rédiger cet alinéa comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1er, cet accord n'est pas nécessaire lorsque ... (la suite comme dans le projet)".

Article 85

Cette disposition insère une sous-section III, intitulée "De la gestion des informations", comprenant les articles 44bis à 44undecies, dans la section première du chapitre IV de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

.../...

Les dispositions en projet prévoient la création de trois banques de données : une banque de données nationale générale (article 44quater en projet) créée au sein de la direction générale "service d'appui", une banque de données nationale particulière créée au sein de la direction générale "police administrative" (article 44septies en projet) et une banque de données nationale particulière, créée au sein de la direction générale de la "police judiciaire" (article 44nonies en projet).

Les deux premières sont placées sous la direction conjointe d'un membre de la police nationale et d'un membre de la police communale (1). La troisième est placée sous la direction exclusive de magistrats nationaux.

Le projet ne permet pas de distinguer quelles sont les informations qui seront traitées respectivement par ces trois banques de données.

Il résulte de la combinaison des articles 44bis et 44quater en projet que toutes les informations et les données à caractère personnel recueillies par des services de police et relatives notamment à des événements, à des groupements et à des personnes présentant un intérêt concret pour l'exécution de leurs missions de police judiciaire et administrative, seront transmises d'office et de manière directe à la banque de données "générale".

(1) L'article 44decies, alinéa 3, dernière phrase, en projet, prévoit qu'en cas de désaccord entre ces deux fonctionnaires, la décision est prise par le membre de la police nationale, ce qui revient à placer de fait la gestion de cette banque de données sous la seule autorité de ce dernier.

Cette dernière serait, sous les conditions fixées par le Roi, directement accessible et pourrait être consultée de manière directe par les autorités judiciaires compétentes et les services de police dans le cadre de leurs missions.

A la lecture de ces seules dispositions, toute information recueillie devrait donc figurer dans cette banque de données "générale".

L'article 44nonies en projet prévoit toutefois que la transmission à cette banque de données est "différée lorsque et aussi longtemps que le magistrat compétent ou les membres des services de police, après concertation avec le magistrat compétent, estimeront que cette transmission peut compromettre l'exercice de l'action publique ou la sécurité d'une personne". Dans cette hypothèse, les données seraient transmises aux magistrats nationaux pour figurer dans la banque de données particulière "police judiciaire".

Il appartiendra donc aux services de police qui recueillent des informations lors de l'accomplissement de leurs missions de police judiciaire ou administrative, d'apprécier, de prime abord, si celles-ci sont susceptibles de porter atteinte à l'exercice de l'action publique ou à la sécurité d'une personne. Ce n'est que s'ils estiment que tel est le cas qu'ils se concerteront avec le "magistrat compétent" pour décider si la transmission sera ou non différée. L'information et l'instruction étant placées sous la direction et l'autorité respectives du procureur du Roi et du juge d'instruction, c'est à ces derniers qu'il devrait revenir exclusivement d'apprécier ab initio si une informa-

.../...

tion est susceptible de compromettre l'exercice de l'action publique.

Par ailleurs, cette disposition ne fait pas de distinction selon que les informations recueillies concernent la police administrative ou la police judiciaire.

Il s'ensuit que l'article 44nonies en projet est difficilement conciliable avec l'article 44septies en projet. Ce dernier prévoit que les informations et les données de police administrative "recueillies avec une finalité de tranquillité et de sécurité publique et appartenant aux catégories définies par le ministre de l'Intérieur" sont transmises d'office et directement à la banque de données "police administrative". Si ces informations concernent la police judiciaire, elles devront être transmises aux magistrats nationaux, lesquels décideront si cette information est à transmettre dans la banque de données "générale" ou "police judiciaire".

Il en résulte qu'un service de police qui recueille une donnée qui serait visée par l'article 44septies en projet, mais qui pourrait concerner la sécurité d'une personne, pourrait faire l'objet de deux décisions de traitement contradictoires émanant des magistrats nationaux ou du "magistrat compétent".

Plus généralement, la pluralité des banques de données, gérées par plusieurs services placés sous des autorités différentes suppose qu'une distinction claire puisse être établie entre les données traitées. A cet égard les critères retenus par le projet ne satisfont pas entière-

.../...

ment à cette exigence. De nombreuses informations peuvent concerner tant la police administrative que la police judiciaire, la distinction entre ces deux concepts étant elle-même imprécise (1).

On ne voit pas en outre ce qui ferait, parmi les informations et données de police administrative, la spécificité des données "recueillies avec une finalité de tranquillité et sécurité publique". La loi devrait mieux définir ce qui est visé sans se limiter à déléguer au ministre de l'Intérieur le soin de définir les "catégories" d'informations devant être transmises à la banque de données "police administrative".

La possibilité donnée aux gestionnaires de cette dernière banque de données d'apprécier si des informations ou données "intéressent la police judiciaire" est susceptible de nuire à la circulation de l'information entre les services de police et les autorités judiciaires et, par voie de conséquence, à la maîtrise par ceux-ci des enquêtes. A tout le moins, l'accès des autorités judiciaires à ces banques de données doit être organisé. A cet égard, il ne convient pas, comme le fait l'article 44septies, alinéa 2, en projet, de déléguer des pouvoirs à un "comité interministériel".

(1) Voir C. De Valkeneer, "Le droit de la police", Bruxelles, De Boeck, 1991, p. 62. La loi du 5 août 1992 s'est d'ailleurs abstenue de donner des définitions, par essence réductrices.

Enfin, en ce qui concerne en particulier l'article 44quinquies en projet, l'alinéa 1er impose aux membres des services de police qui acquièrent, dans leur mission de police administrative, des informations "intéressant l'exercice de police judiciaire", d'en informer sans délai ni restriction les "autorités judiciaires compétentes". Ce texte reste en défaut de préciser ce qui peut "intéresser" l'exercice de la police judiciaire et quelles sont les "autorités judiciaires" qu'il vise.

L'alinéa 2, fait obligation aux membres des services de police qui acquièrent, dans l'exercice de leur mission de police judiciaire, des informations "intéressant l'exercice de la police administrative" et "qui peuvent donner lieu à des décisions de police administrative" d'en informer les autorités administratives compétentes. Tel qu'il est rédigé, le texte laisse aux membres des services de police en mission judiciaire le soin d'apprécier si les faits constatés sont de nature à nécessiter une décision de police administrative et si, par suite, la transmission de telles informations est susceptible de porter atteinte à l'exercice de l'action publique, et ce, sans recevoir l'accord, selon le cas, du procureur du Roi ou du juge d'instruction sous l'autorité desquels ces missions de police judiciaire sont accomplies. Ceci n'est pas admissible.

Les deux alinéas établissent une différence, que rien ne vient expliquer, entre la "transmission d'office et

.../...

de manière directe" (1) des informations et des données visées à l'article 44bis, alinéa 1er, à la banque de données créée dans la direction générale "service d'appui" (article 44quater, alinéa 3, en projet) et la communication d'"informations" acquises dans l'exercice de missions de police administrative ou de police judiciaire (article 44quinquies en projet).

Article 88

Ainsi que l'explique le commentaire de cette disposition, l'article 48 actuel de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police déroge à l'article 14, § 1er, 1°, de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public. Il permet en effet d'intenter une action en justice contre un fonctionnaire de police qui, dans l'exercice de ses fonctions, aurait causé un dommage à un tiers à la suite d'une faute intentionnelle, une faute lourde ou une faute légère qui présente dans son chef un caractère habituel, alors que l'article 14, § 1er, 1°, de la loi du 3 juillet 1967 limite cette possibilité à la faute intentionnelle lorsque la victime est un membre du personnel d'un service public visé à l'article 1er de cette loi.

(1) L'expression utilisée laisse sous-entendre qu'il s'agirait d'un enregistrement direct, selon un canevas standard "conformément aux modalités définies par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur, chacun dans le cadre de leurs compétences", par la voie de télétransmission de données.

La disposition en projet vise à supprimer cette dérogation. On n'aperçoit toutefois pas pour quel motif elle ne concerne que les victimes d'un accident du travail "mandataires, préposés ou organes de l'Etat ou d'une commune".

VOORAFGAANDE OPMERKING

Gezien de talrijke algemene opmerkingen die hierna worden gemaakt en aangezien momenteel onderhandeld wordt over het voorontwerp, meent de Raad van State zich bij het onderzoek van de artikelen tot de hoofdzaak te moeten beperken.

Dat er over andere bepalingen van het voorontwerp geen opmerkingen worden gemaakt, betekent niet dat er geen kritiek kan worden geleverd op de ontworpen teksten, of dat zij niet kunnen worden bijgeschaafd. Het spreekt dan ook vanzelf dat het feit dat de afdeling wetgeving niets over die bepalingen heeft gezegd, geen gegeven kan zijn bij de interpretatie van het voorontwerp van wet.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De ontworpen wet strekt tot de organisatie van "de nationale politie". Zoals in de memorie van toelichting staat, is het de bedoeling "het politielandschap in België" te hertekenen (blz. 1). Daartoe wil men een zogenaamd nationaal politiekorps oprichten door de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten samen te voegen (blz. 2). Dat korps krijgt opdrachten die zowel tot de bestuurlijke politie als tot de gerechtelijke politie behoren, in het kader van welke opdrachten het "(een) gelijkwaardige dienstverlening over het gehele grondgebied van het Rijk waarborgt (ontworpen artikel 2, tweede lid)".

.../...

De ontworpen wet kan de rijkswacht - die één van de onderdelen is van de openbare macht, ingesteld bij titel VI van de Grondwet - niet gewoonweg afschaffen (1). Zij kan de organisatie van de rijkswacht noch de bevoegdheden ervan afschaffen zonder voorafgaande grondwetsherziening - de bepalingen vervat in artikel 184 van de Grondwet zijn thans echter niet voor herziening vatbaar verklaard.

De opmerking doet niets af aan het feit dat de federale wetgever het optreden van de rijkswacht - en laat haar voor de gelegenheid de hoedanigheid van "nationaal korps" krijgen - en het optreden van de andere diensten die daarmee nadien worden samengesmolten of daarin worden opgenomen, altijd op elkaar kan afstemmen.

Aangezien de voornaamste rechtsgrond van de ontworpen wet terug te vinden is in titel VI van de Grondwet, en meer in het bijzonder in artikel 184 ervan, dienen de "organisatie" en de "bevoegdheid" van de nationale politie "door een wet" te worden geregeld. Daaruit volgt dat de wetgever die aangelegenheden zelf moet regelen. Ook al sluit artikel 184 van de Grondwet niet uit dat bepaalde bevoegdheden worden overgedragen aan de Koning, de bevoegdheid om de hoofdregels terzake vast te stellen,

(1) O. Orban, "Le droit constitutionnel de la Belgique", Luik-Parijs, H. Dessain - V. Girard & E. Brière, dl. III, nr. 134, blz. 309; G. Dor, "Notes de droit public", Presses universitaires de Liège, 1949, eerste deel, blz. 145; F. Delpérée, "Gendarmerie et ordre public", Annales de droit de Louvain, 1963, blz. 201; M. Verdussen, "Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal", Brussel, Bruylant, 1995, blz. 354.

worden in dit artikel uitsluitend weggelegd voor de federale wetgever.

De opmerking is des te meer op haar plaats daar de federale wetgever van plan is op nationaal niveau de gezamenlijke politietaken - onder meer die van de gerechtelijke politie - toe te vertrouwen aan de openbare macht bedoeld in artikel 184 van de Grondwet, taken die voordien verdeeld waren over verscheidene onderscheiden korpsen.

Er dient derhalve van te worden uitgegaan dat de wettelijke bevoegdheidstoewijzing vastgelegd in die bepaling in engere zin moet worden begrepen dan bij het opstellen van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.

2. Het voorontwerp strekt er onder meer toe de gerechtelijke politie bij de parketten en de rijkswacht samen te voegen tot één nationale politie.

Volgens artikel 6, eerste en tweede lid, staat die nationale politie onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken voor het uitvoeren van opdrachten van bestuurlijke politie, en onder het gezag van de Minister van Justitie voor het uitvoeren van opdrachten van gerechtelijke politie.

Terwijl het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken over de bestuurlijke politie, die specifiek en uitsluitend

.../...

tot de bevoegdheden van de uitvoerende macht behoort (1), vanzelfsprekend is, is dat niet zo voor het gezag van de Minister van Justitie over de nationale politie voor zover deze opdrachten van gerechtelijke politie vervult.

De respectieve verantwoordelijkheden van de regering en van de rechterlijke overheden inzake de uitvoering van laatstgenoemde opdrachten moeten worden onderzocht in het licht van de wetten die onlangs zijn goedgekeurd op het gebied van de opsporing en vervolging van misdrijven. Het is immers absoluut nodig dat de wetgeving terzake een coherent geheel vormt.

Aldus dient te worden nagegaan of het thans voorliggende voorontwerp verenigbaar is met de wet van 4 maart 1997 tot instelling van het college van procureurs-generaal en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat.

In laatstgenoemde wet wordt uitdrukkelijk bepaald dat het strafrechtelijk beleid, volgens het kader dat door de wetgever is uitgetekend, onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Justitie valt. Op die manier wordt gevolg gegeven aan de conclusies van de eerste parlementaire onderzoekscommissie inzake terrorisme en banditisme (2). De

(1) Met inbegrip van de gedecentraliseerde administratieve overheden voor de plaatselijk opdrachten van bestuurlijke politie.

(2) "Onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop de bestrijding van het banditisme en het terrorisme georganiseerd zijn" (Parl. Besch., Kamer, zitting 1989-1990, nr. 59/8).

minister kan voortaan alle leden van het openbaar ministerie dwingende richtlijnen geven inzake strafrechtelijk beleid, met inbegrip van het opsporings- en vervolgingsbeleid (artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek).

In dezelfde wet staat dat die richtlijnen worden uitgevaardigd nadat het advies van het College van procureurs-generaal is ingewonnen. Bovendien wordt erin bepaald dat dit college bij consensus beslist over alle maatregelen die nodig zijn voor de coherente uitvoering en de coördinatie van het strafrechtelijk beleid zoals bepaald bij die richtlijnen. Alleen bij gebrek aan consensus en wanneer de uitvoering van de ministeriële richtlijnen met betrekking tot het strafrechtelijk beleid daardoor in het gedrang komt, is de Minister van Justitie bevoegd om de nodige maatregelen te nemen voor de toepassing van die richtlijnen.

Uit deze gezamenlijke bepalingen blijkt dat, terwijl het uittekenen van het strafrechtelijk beleid tot de bevoegdheden van de Minister van Justitie behoort, de uitvoering ervan een zaak blijft van het College van procureurs-generaal en van de leden van het openbaar ministerie.

.../...

Ook dient te worden nagegaan of het thans voorliggende voorontwerp verenigbaar is met de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek.

In deze wet wordt "het gezag van de magistraten over het gerechtelijk onderzoek duidelijk en ondubbelzinning bekrachtigd" (1).

Het Wetboek van strafvordering bepaalt voortaan dat "het opsporingsonderzoek gevoerd (wordt) onder de leiding en het gezag van de bevoegde procureur des Konings. Hij draagt hiervoor de verantwoordelijkheid" (artikel 28bis, § 1, derde lid). Het gerechtelijk onderzoek daarentegen "wordt gevoerd onder de leiding en het gezag van de onderzoeksrechter" (artikel 55), die daarvoor "de verantwoordelijkheid (draagt)" (artikel 56, § 1, eerste lid).

Luidens de wet is het opsporingsonderzoek "het geheel van de handelingen die ertoe strekken de misdrijven, hun daders en de bewijzen ervan op te sporen en de gegevens te verzamelen die dienstig zijn voor de uitoefening van de strafvordering" (artikel 28bis, § 1, eerste lid). "Het opsporingsonderzoek strekt zich uit over de proactieve recherche. Hieronder wordt verstaan, met het doel te komen

(1) Inleidende uiteenzetting van de Minister van Justitie over het wetsontwerp tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, verslag namens de commissie voor de Justitie door de heren Erdman en Desmedt, Senaat, nr. 1-704/4, 1997-1998, blz. 11.

tot het vervolgen van daders van misdrijven, het opsporen, het verzamelen, registreren en verwerken van gegevens en inlichtingen op grond van een redelijk vermoeden van te plegen of reeds gepleegde maar nog niet aan het licht gebrachte strafbare feiten, en die worden of zouden worden gepleegd in het kader van een criminele organisatie, zoals gedefinieerd door de wet, of misdaden of wanbedrijven als bedoeld in artikel 90ter, §§ 2, 3 en 4, uitmaken of zouden uitmaken. Het instellen van een proactieve recherche behoeft voorafgaande schriftelijke toestemming, door de procureur des Konings, de arbeidsauditeur, of de nationaal magistraat gegeven in het kader van hun respectieve bevoegdheid, onverminderd de naleving van de specifieke wettelijke bepalingen die de bijzondere opsporingstechnieken regelen" (artikel 28bis, § 2).

In dezelfde wet van 12 maart 1998 wordt tevens bepaald dat "onverminderd artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, (...) de procureur des Konings de algemene richtlijnen (uitvaardigt) die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdrachten van gerechtelijke politie in zijn arrondissement" (artikel 26 van het Wetboek van strafvordering) en dat "in het kader van het overeenkomstig de artikelen 143bis en 143ter van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde opsporingsbeleid, (...) de procureur des Konings de materies (bepaalt) waarin in zijn arrondissement de misdrijven prioritair worden opgespoord" (artikel 28ter, § 1, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering).

.../...

Bovendien kan het optreden van de politiediensten - ook het autonome optreden hiervan - dat wordt toegestaan door artikel 28bis, § 1, tweede en derde lid, van het Wetboek van strafvordering binnen de perken die daarin zijn vastgesteld, niet onttrokken worden aan het gezag en de leiding van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter. Luidens de betrokken bepaling

"(worden) de algemene beginselen volgens welke de politiediensten autonoom kunnen optreden, (...) vastgelegd bij wet en volgens de bijzondere regels vastgesteld bij richtlijn uitgevaardigd overeenkomstig de artikelen 143bis en 143ter van het Gerechtelijk Wetboek.

Ongeacht (1) hetgeen is bepaald in de vorige leden, wordt het opsporingsonderzoek gevoerd onder de leiding en het gezag van de bevoegde procureur des Konings. Hij draagt hiervoor de verantwoordelijkheid."

In artikel 28ter, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt voorts gesteld dat "de officieren en agenten van gerechtelijke politie die op eigen initiatief handelen, (...) de

-
- (1) Het gebruik van het woord "ongeacht" is als volgt verantwoord in de parlementaire voorbereiding :

"Een lid is van oordeel dat de term "onverminderd" hier niet aangewezen is. In samenloop met de invertering van de paragrafen, heeft deze bijvoeging tot gevolg dat de positie van de politie opnieuw wordt versterkt, terwijl het de uiteindelijke bedoeling is dat het onderzoek gebeurt onder leiding en gezag van de procureur des Konings.

De indiener van het amendement kan zich hierbij aansluiten en stelt voor de term "onverminderd" te vervangen door het woord "ongeacht"/"indépendamment de" (Senaat, nr. 1-704/4, 1997-1998, blz. 106).

.../...

procureur des Konings (inlichten) over de gevoerde opsporingen binnen de termijn en op de wijze die deze bij richtlijn vastlegt. (...)"

Uit deze gezamenlijke bepalingen blijkt dat, ook al worden er over het strafrechtelijk beleid dwingende ministeriële richtlijnen gegeven aan het openbaar ministerie, de uitvoering van dat beleid, waaronder iedere activiteit valt die betrekking heeft op de opsporing en vervolging van misdrijven, van de daders en van ieder gegeven dat nuttig kan zijn voor de strafvordering, in de fase van het opsporingsonderzoek onder het gezag en de leiding staat van en onder de verantwoordelijkheid valt van het openbaar ministerie, en in de fase van het gerechtelijk onderzoek, onder het gezag en de leiding staat van en onder de verantwoordelijkheid valt van de onderzoeksrechter.

Kortom, het Wetboek van strafvordering voorziet in geen enkele opdracht van gerechtelijke politie die niet ofwel onder de verantwoordelijkheid van de leden van het openbaar ministerie, ofwel onder de verantwoordelijkheid van de onderzoeksrechter, al naar gelang van het geval, kan worden uitgevoerd.

Het gezag en de verantwoordelijkheid van de leden van het openbaar ministerie of van de onderzoeksrechters bij het vervullen van de taken van gerechtelijke politie worden door verscheidene bepalingen van het voorontwerp op de helling gezet. Die bepalingen zijn dan ook moeilijk verenigbaar met de genoemde bepalingen van de wet van 4 maart 1997 en met de genoemde bepalingen van de wet van 12 maart 1998.

.../...

Drie voorbeelden :

1° Artikel 6 van het voorontwerp bepaalt dat de Minister van Justitie de nationale politie rechtstreeks bevelen, onderrichtingen en richtlijnen kan geven die nodig zijn voor het uitvoeren van de opdrachten van gerechtelijke politie.

Die bepaling is onverenigbaar met artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt - waarnaar artikel 26 van het Wetboek van strafvordering verwijst - aangezien die bepaling de Minister van Justitie alleen de bevoegdheid verleent om de politiediensten de algemene richtlijnen te geven die nodig zijn voor het vervullen van de opdrachten van gerechtelijke politie.

Met andere woorden, door te bepalen dat de minister ook bevelen en onderrichtingen kan geven, schendt artikel 6 van het voorontwerp de bepalingen van het Wetboek van strafvordering, luidens hetwelk de procureur des Konings en de onderzoeksrechter het gezag en de leiding hebben over het verloop van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek.

2° Artikel 2, derde lid, van het voorontwerp bepaalt dat "het beleid ten aanzien van de opdrachten van gerechtelijke (...) politie (...) geregeld (wordt) in het nationaal veiligheidsplan en in de zonale veiligheidsplannen". Artikel 18 bepaalt dat het nationaal veiligheidsplan onder meer "de wijze (omvat) waarop de prioritaire

.../...

opdrachten en doelen van de nationale politie, zoals deze werden bepaald door de Ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken, worden ingevuld". Wat de gerechtelijke politie betreft zouden die "prioritaire opdrachten en doelen" in botsing kunnen komen met de richtlijnen die, overeenkomstig de artikelen 143bis en 143ter van het Gerechtelijk Wetboek, op nationaal niveau door de Minister van Justitie en het college van procureurs-generaal worden vastgesteld.

De wijze waarop het nationaal veiligheidsplan wordt opgesteld verschilt immers sterk van de wijze waarop die richtlijnen worden opgesteld. Het plan zou immers "voorbereid" worden door de nationale politie, voorgesteld worden door de nationale politieraad, waarin de rechterlijke macht slechts in beperkte mate vertegenwoordigd is, en uitgevaardigd worden door de Ministers van Justitie en Buitenlandse Zaken.

Terwijl probleemloos kan worden aanvaard dat jaarplannen worden opgesteld om de verdeling te regelen van de middelen over de verschillende diensten van de nationale politie en over de verschillende opdrachten die deze diensten moeten vervullen, mogen de prioritaire opdrachten en doelen inzake gerechtelijke politie alleen worden vastgesteld volgens de procedures bepaald in het Gerechtelijk Wetboek, en dit om de prerogatieven van de onderzoeksrechters en de leden van het openbaar ministerie bij de uitvoering van het beleid inzake de opsporing en de vervolging van misdrijven te vrijwaren.

.../...

Luidens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaren, komt het toe aan de Minister van Justitie om "te waken over de samenhang tussen de richtlijnen die hij ter uitvoering van artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek uitvaardigt, de richtlijnen die hij krachtens artikel 6, tweede en derde lid, van het ontwerp kan uitvaardigen - die ook terug te vinden zijn in artikel 5, tweede lid, van de wet op het politieambt - en de prioritaire opdrachten en doelen van de nationale politie die hij vaststelt."

De afdeling wetgeving ziet echter niet in hoe die samenhang tussen de verschillende soorten richtlijnen in het voorontwerp wordt bewerkstelligd.

3° In de artikelen 31 en 57 van het voorontwerp wordt het principe ter discussie gesteld, volgens hetwelk de procureur des Konings of de onderzoeksrechter vrij kiest welke politiedienst hij het meest geschikt vindt om een bepaalde opdracht van gerechtelijke politie te vervullen.

Artikel 31 bepaalt dat de vorderingen van gerechtelijke politie aan de arrondissementscommandant, de nationale commissaris, de commandant van de gerechtelijke eenheid of de directeur-generaal van de gerechtelijke politie worden gericht. Het sluit dus uit dat een vordering rechtstreeks naar een bepaalde dienst of naar een zonale politiechef wordt gestuurd.

Artikel 57 vult artikel 5 van de wet op het politieambt aan met een lid luidens hetwelk "overeenkomstig artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek en uitgaande van de principes van specialiteit en subsidiariteit, (...) de

.../...

Minister van Justitie bij richtlijn de opdrachten van gerechtelijke politie (bepaalt) die prioritair worden vervuld, enerzijds, door de gerechtelijke eenheden van de nationale politie, en, anderzijds, door de zonale afdelingen van de nationale politie en de gemeentepolitie.". Aangezien die richtlijnen voor alle leden van het openbaar ministerie dwingend zijn, zoals artikel 143ter, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt, zal de vrije keuze van de procureur des Konings hierdoor beperkt worden.

3. Verscheidene bepalingen van het voorontwerp hebben betrekking op aangelegenheden die reeds bij de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en bij het Wetboek van strafvordering, gewijzigd bij de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, zijn geregeld.

Dat geldt onder meer voor de vorderingen van gerechtelijke politie waarop de regels van toepassing zijn die zijn vastgesteld in :

- 1° de artikelen 28ter, §§ 3 en 4, en 56, §§ 2 en 3, van het Wetboek van strafvordering;
- 2° de artikelen 6 en 8 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt zoals gewijzigd bij de ontworpen wet;
- 3° de artikelen 29 tot 33, 38 en 39 van de ontworpen wet.

.../...

Bovendien wordt in elk van die wetten uitdrukkelijk verwezen naar de andere wetten, zodat voor een volledig begrip van de materie noodzakelijkerwijs tegelijkertijd drie verschillende teksten moeten worden onderzocht.

Zulk een toestand leidt tot onduidelijkheid en rechtsonzekerheid, die nog groter worden door het oneigenlijk gebruik van de term "onverminderd".

4. Dat de wetgever zoekt naar een evenwicht tussen de verschillende actoren in het strafrechtelijk beleid en er bij het uittekenen van dat beleid naar streeft iedereen een specifieke taak te geven, leidt ertoe dat het aantal regels die rechtstreeks aan de politiediensten worden opgelegd of daarop betrekking kunnen hebben, aanzienlijk toeneemt.

Naast de wetten en koninklijke besluiten vermelden wij :

- 1° de richtlijnen die de Minister van Justitie overeenkomstig artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek uitvaardigt;
- 2° de richtlijnen die het college van procureurs-generaal overeenkomstig artikel 143bis van het Gerechtelijk Wetboek uitvaardigt;
- 3° de richtlijnen van de procureurs-generaal;

.../...

- 4° de richtlijnen die de procureur des Konings overeenkomstig de artikelen 26 en 28ter, § 1, van het Wetboek van strafvordering uitvaardigt;
- 5° de algemene richtlijnen die de Minister van Justitie overeenkomstig artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt voor de politiediensten uitvaardigt;
- 6° de bevelen, onderrichtingen en richtlijnen van de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken, bedoeld in artikel 6 van het voorontwerp;
- 7° de bevelen, onderrichtingen, vorderingen en richtlijnen van de bevoegde overheden, bedoeld in artikel 6 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt dat bij het voorontwerp wordt gewijzigd (1);
- 8° de voorschriften van het nationale veiligheidsplan dat wordt voorbereid door de nationale politie, ter beoordeling wordt voorgelegd aan de nationale politieraad en wordt vastgesteld door de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken;
- 9° de voorschriften van het zonale veiligheidsplan, voorbereid door de zonale politieraad en goedgekeurd door de burgemeesters, de procureur des Konings, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie;

(1) De richtlijnen kunnen zowel uitgaan van een overheid met hiërarchisch gezag over de politiediensten als van een overheid zonder hiërarchisch gezag over de politiediensten (memorie van toelichting, blz. 42).

- 10° de adviezen die voortvloeien uit het provinciaal overleg, bedoeld in artikel 62 van het voorontwerp (ontworpen artikel 10, § 4, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt);
- 11° de resultaten van het rechercheoverleg bedoeld in artikel 62 van het voorontwerp (ontworpen artikel 10, § 6, van de wet op het politieambt).

5. In het voorontwerp wordt bepaald dat het grondgebied, wat de lokale politie betreft, wordt ingedeeld in interpolitiezones bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit (ontworpen artikel 10 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt).

Met elke interpolitiezone gaat een zonale afdeling van de nationale politie gepaard.

Binnen een interpolitiezone zijn verscheidene vormen van integratie van de gemeentelijke politiekorpsen en verschillende vormen van samenwerking met de zonale afdeling van de nationale politie gepland.

Zo kunnen de gemeenten van eenzelfde interpolitiezone opteren voor een gemeenschappelijke korpschef, geïntegreerde diensten of zelfs een gemeenschappelijk korps. Gemeenten die voor een gemeenschappelijke korpschef of een gemeenschappelijk korps kiezen, kunnen een "associatie-overeenkomst" sluiten zodat de gemeentepolitie en de zonale afdeling van de nationale politie binnen eenzelfde

.../...

interpolitiezone als één enkele operationele eenheid werken die onder het gezag staat van de burgemeester(s) van die gemeenten. Zulk een overeenkomst kan ook worden gesloten wanneer een interpolitiezone overeenstemt met het grondgebied van één enkele gemeente (1).

Die vormen van integratie houden in dat de nieuwe gemeentewet moet worden gewijzigd.

Op 15 december 1997 is bij de afdeling wetgeving een ontwerp ingediend om diverse wijzigingen in die wet aan te brengen.

Op 11 mei 1998 is evenwel een grondig gewijzigde versie van dat ontwerp bij de afdeling wetgeving ingediend.

Voorts wordt erop gewezen dat dit voorontwerp op dat punt nog grondig kan worden herzien.

De verschillende vormen van samenwerking en organisatie van de politie op lokaal niveau zullen dus bij de bespreking van de nieuwe teksten worden becommentarieerd.

6. Wat het statuut van het personeel van de toekomstige nationale politie betreft, bepaalt artikel 100, § 1, van het voorontwerp dat zowel de leden van de rijks-wacht als die van de gerechtelijke politie ambtshalve naar

(1) Zie commentaar bij artikel 64 van het ontwerp waarbij een artikel 10ter in de voormelde wet van 5 augustus 1992 wordt ingevoegd.

dit nieuwe korps worden overgeheveld, maar dat ze onder de wetten en reglementen blijven vallen die respectievelijk op hen van toepassing zijn. Sommige bepalingen van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten, alsook van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht blijven trouwens speciaal daarvoor van kracht.

Bovendien bepaalt artikel 100, § 2, dat het statuut van de leden van het operationeel korps van de nationale politie uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit ontwerp in werking treedt. Intussen wordt bij het operationeel korps geen personeel aangeworven.

De leden van het operationeel korps van de rijkswacht en de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten kunnen vragen dat dit nieuwe statuut ook op hen van toepassing wordt.

Bij die bepalingen zijn verscheidene opmerkingen te maken.

De ontworpen regeling zal tot gevolg hebben dat de leden van het operationeel korps van de nationale politie onder drie verschillende statuten vallen. Dat mensen binnen een korps onder verschillende statuten vallen, ook al vervullen ze dezelfde functies, levert niet alleen problemen op in het licht van het gelijkheidsbeginsel, maar bovendien is de overheid die bevoegd is om die rechtspositionele regels op te stellen niet voor elk van die categorieën dezelfde. Het statuut van de rijkswacht is immers

.../...

hoofdzakelijk bij wet vastgesteld, terwijl dat van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten krachtens artikel 2 van de wet van 7 april 1919 door de Koning wordt vastgesteld (1).

Wat het personeelsstatuut betreft, wordt noch in het ontwerp, noch in de memorie van toelichting duidelijk vermeld door welke overheid het wordt vastgesteld (2).

De wijzigingen die naderhand in de verschillende statuten moeten worden aangebracht, zullen door de Koning of bij wet worden ingevoerd, naargelang het geval, wat stellig ook bezwaren in verband met het gelijkheidsbeginsel zal opleveren.

Gelet op algemene opmerking nr. 1 moet het statuut van het personeel van het operationeel korps van de nationale politie, net zoals dat van de rijkswacht momenteel, bij de wet zelf worden vastgesteld.

(1) Zie in die zin arrest nr. 70.203 van 15 december 1997 van de 9de kamer, afdeling administratie, Raad van State.

(2) Artikel 100, § 2, dat bepaalt dat dit statuut "in werking (zal) treden uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet", doet veeleer vermoeden dat het statuut niet door de wetgever zelf zal worden vastgesteld. Zo niet behoren die woorden immers te vervallen, omdat dit zou betekenen dat de wetgever een aanbeveling voor zichzelf formuleert. In geen enkele bepaling van het ontwerp wordt de Koning evenwel gemachtigd om het statuut van het personeel vast te stellen.

Gelet op het gelijkheidsbeginsel zou het beter zijn te bepalen dat dit nieuwe statuut op alle personeelsleden van toepassing is, waarbij eventueel in overgangsmaatregelen wordt voorzien om de rechten van de overgehevelde personeelsleden van de gerechtelijke politie of van de rijkswacht te waarborgen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

Het ontworpen artikel 44undecies van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt heeft betrekking op de gerechtelijke organisatie. Die bepaling moet worden aangenomen volgens de procedure bepaald in artikel 77 van de Grondwet. Voorgesteld wordt die bepaling uit dit voorontwerp te lichten en niet de voormelde wet, maar artikel 327ter van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen.

Artikelen 3, 5 en 7

Artikel 3 bepaalt dat de nationale politie bestaat uit directoraten-generaal, nationale eenheden en diensten, arrondissementele afdelingen met gerechtelijke eenheden, alsook uit zonale afdelingen die alle onder een nationaal commissaris ressorteren.

.../...

In het voorontwerp zelf wordt niet bepaald welke directoraten-generaal worden opgericht. Er staat immers alleen in dat "minstens een algemene directie steundiensten, een algemene directie gerechtelijke politie en een algemene directie bestuurlijke politie" (artikel 3, 2°) moeten worden opgericht. De bevoegdheid om die directoraten-generaal op te richten, wordt aan de Koning overgelaten.

Bovendien bepaalt datzelfde artikel 3, in 3°, dat nationale eenheden en diensten worden opgericht, waaronder minstens bijzondere eenheden belast met de wegpolitie, bijzondere eenheden en diensten belast met steun, toezicht, bescherming of interventie, bijzondere eenheden en diensten belast met wetenschappelijke en technische politie en één of meer scholen.

Wie die diensten kan oprichten, wordt in die bepaling niet vermeld. Volgens artikel 5, tweede lid, en artikel 7 van het voorontwerp staat het evenwel aan de nationale commissaris de organisatie van de eenheden en diensten vast te stellen binnen een raam van algemene principes die de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie gezamenlijk uitwerken (1).

In die bepaling staat evenmin of die eenheden of diensten onder een directoraat-generaal moeten ressorteren.

(1) Zo biedt het ontwerp de nationale commissaris de mogelijkheid om een bijzondere eenheid of dienst te creëren die alleen onder hem ressorteert.

Gelet op algemene opmerking nr. 1 is het niet aan de Executieve en nog minder aan de nationale commissaris om de algemene organisatie van de nationale politie vast te stellen door andere directoraten-generaal, eenheden of diensten op te richten dan die welke in het onderzochte artikel 3 worden opgesomd; alleen de wetgever is bevoegd om de hoofdregels van die organisatie te bepalen.

Artikel 7, § 1, van het voorontwerp is dan ook vatbaar voor kritiek, omdat het de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie de bevoegdheid verleent om de algemene beginselen van die organisatie vast te leggen. Artikel 5, tweede lid, is nog meer vatbaar voor kritiek, aangezien het de organisatie van de eenheden en diensten "voor het overige" aan de nationale commissaris overlaat.

Het vaststellen van de algemene principes van die organisatie zou noch aan de Koning, noch aan de gezamenlijk optredende Minister van Binnenlandse Zaken en Minister van Justitie mogen worden toevertrouwd. Zo kan er zeker evenmin sprake van zijn dat de nationale commissaris de bevoegdheid krijgt om met inachtneming van die algemene principes, verordnungsmaatregelen voor de organisatie van de eenheden en diensten te treffen, aangezien die bevoegdheid overeenkomstig de Grondwet aan de Koning toekomt.

.../...

Artikel 8

Artikel 8 bepaalt dat de nationale politie door de nationale commissaris wordt geleid. De directeurs-generaal vallen dus onder zijn hiërarchische gezag.

In het tweede lid staat te lezen dat de Koning de bevoegdheidsdelegatie van de nationale commissaris aan de directeurs-generaal bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit dat wordt vastgesteld op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie en na advies van de nationale politieraad.

Volgens de memorie van toelichting "(zal) deze bepaling (...) vooral belangrijk zijn voor de algemene directie "gerechtelijke politie" die een belangrijk deel van de opdrachten van gerechtelijke politie, toevertrouwd aan de nationale politie, zal uitoefenen onder de leiding van de gerechtelijke overheden en onder het gezag van de Minister van Justitie".

Het vijfde lid bepaalt dat de nationale commissaris de beslissingen van de directeur-generaal van het directoraat-generaal van de "gerechtelijke politie" kan herzien. Laatstgenoemde kan dan een soort van beroep instellen bij de nationale politieraad van wie de beslissing op haar beurt kan worden herzien op initiatief van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

Die bepaling is in strijd met de beginselen inzake bevoegdheidsdelegatie.

.../...

In principe is het immers de overheid aan wie een bevoegdheid wordt opgedragen die zelf een deel van haar bevoegdheden aan een ondergeschikte overheid delegeert, terwijl het in casu niet de nationale commissaris is die een deel van zijn bevoegdheden aan de directeurs-generaal delegeert, maar wel de Koning die hen bepaalde bevoegdheden verleent.

Aangezien de "bevoegdheidsdelegaties" van de nationale commissaris door de Koning worden vastgesteld, is het niet duidelijk in hoeverre de directeurs-generaal autonoom zijn. Vallen zij voor de uitoefening van die bevoegdheden onder het hiërarchische gezag van de nationale commissaris of kunnen zij hun beslissingen geheel autonoom nemen ? Kan de nationale commissaris nog beslissingen nemen op bevoegdheidsgebieden die aan de directeurs-generaal zijn "gedelegeerd" ?

Om die onduidelijkheid weg te werken, moeten de stellers van het voorontwerp een duidelijk standpunt innemen : ofwel gaat het om een bevoegdheidsdelegatie in de eigenlijke zin van het woord en in dat geval behoudt de nationale commissaris zijn hiërarchische bevoegdheid ten aanzien van de directeurs-generaal ofwel gaat het om een delegatie aan de directeurs-generaal van bevoegdheden die ze geheel autonoom uitoefenen.

De onderzochte bepaling moet grondig worden herzien op basis van het standpunt dat de stellers innemen.

.../...

Artikel 9

Uit die bepaling kan niet met stelligheid worden opgemaakt welk gezag de arrondissementscommandant over de gerechtelijke arrondissementseenheid heeft.

Het eerste lid bepaalt immers dat de arrondissementscommandant belast wordt met de algemene leiding van de arrondissementele afdeling van de nationale politie en dus ook met de algemene leiding van de gerechtelijke eenheid.

Volgens het derde lid daarentegen staat de commandant van de gerechtelijke eenheid rechtstreeks onder de nationale commissaris en de directeurs-generaal en schikt hij zich naar hun bevelen, onderrichtingen en richtlijnen.

Het is hoe dan ook uitgesloten dat de arrondissementscommandant "toezicht uitoefent op" de opdrachten van gerechtelijke politie. Die opdrachten worden immers vervuld onder de leiding en het gezag van het openbaar ministerie of van de onderzoeksrechter, naargelang het geval.

Artikel 13

Volgens de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken is het in principe zo dat de personeelsleden van de overheidsdiensten zich in een bij statuut vastgestelde positie bevinden en dat in afwijking van dit principe arbeidscontractanten in dienst kunnen

.../...

worden genomen om in uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voorzien of om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen. In de ontworpen wet wordt die regel voor het administratieve en logistieke korps van de toekomstige nationale politie echter resoluut omgedraaid door te bepalen dat de personeelsleden van dat korps zich ofwel in een bij statuut vastgelegde rechtspositie bevinden ofwel bij arbeidsovereenkomst aangeworven zijn, waarbij het personeel dat belast is met "bijkomende, specifieke of steunopdrachten" in de regel een arbeidsovereenkomst heeft.

Die bepaling is in tweeërlei opzicht vatbaar voor kritiek.

Enerzijds moeten de leden van de nationale politie die politiefuncties uitoefenen, precies omdat ze bij de uitoefening van de openbare macht betrokken zijn, weliswaar een eigen statuut hebben dat verschilt van dat van de personeelsleden van het algemeen bestuur, maar toch kan het discriminerend lijken dat het administratieve en logistieke korps onder totaal verschillende regels valt als de andere rijksambtenaren.

Anderzijds stelt de voormelde wet van 22 juli 1993 dat de Koning, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren en na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties, bepaalt voor welke specifieke of bijkomende opdrachten personeelsleden via een arbeidsovereenkomst in dienst kunnen worden genomen. In het voorontwerp wordt wel bepaald dat het personeel dat belast is met bijkomende, specifieke of steunopdrachten onder het

.../...

stelsel van een arbeidsovereenkomst in dienst wordt genomen, maar niet om welke opdrachten het gaat, noch hoe die worden vastgesteld. Volgens het voorontwerp kan het personeel op die manier alleen met een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen : welk personeelslid is immers niet met een specifieke opdracht belast ?

Artikel 14

In de memorie van toelichting wordt vermeld dat de houder van het mandaat uit zijn ambt kan worden "ontslagen nog voor het einde van de duur van het mandaat, wanneer blijkt dat hij geen voldoening schenkt of nog wanneer, zelfs bij een bevredigende wijze van dienen, het belang van het optimaal functioneren van een andere eenheid of een andere dienst vereist dat men hem aanwijst voor een ander ambt dat vacant wordt verklaard en voor hetwelk hij het gewenste profiel heeft".

In de tekst zelf wordt in die mogelijkheid niet voorzien.

Indien de memorie van toelichting overeenstemt met de bedoelingen van de stellers van het voorontwerp, staat het aan hen de tekst in die zin te herzien.

.../...

Artikel 16

In tegenstelling tot artikel 13 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, stelt het onderzochte artikel niet de maximum getalsterkte vast van de korpsen die de nationale politie zullen vormen. Zulks wordt overgelaten aan de Koning.

Gelet op artikel 184 van de Grondwet en op het feit dat de getalsterkte van een openbare macht één van de fundamentele kenmerken is van de organisatie ervan, moet de maximale getalsterkte van elk van de korpsen bij wet worden bepaald.

Artikel 24

Deze bepaling schrijft voor dat geregelde dienstbetrekkingen worden onderhouden met de procureur des Konings door de arrondissementscommandant en de commandant van de gerechtelijke eenheid enerzijds en met de procureurs-generaal en de nationale magistraten door de nationale commissaris en de directeurs-generaal anderzijds.

Artikel 55 van de wet van 2 december 1957 bepaalt meer algemeen dat de rijkswacht voortdurende betrekkingen (moet) onderhouden met de procureurs des Konings en dat zij "bij bijzonder verslag de procureurs-generaal en de procureurs des Konings kennis (moet) geven van alle buitengewone gebeurtenissen in verband met de openbare orde".

.../...

De ontworpen bepaling is ruimer doordat ze tevens voorziet in regelmatige contacten met de procureurs-generaal en de nationale magistraten, maar ze is daarentegen restrictiever doordat ze een beperking lijkt te stellen op de mogelijke gesprekspersonen van de procureur des Konings.

Het is bij voorbeeld niet duidelijk waarom de procureur des Konings, die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het beleid inzake misdaadbestrijding in zijn arrondissement, niet rechtstreeks regelmatige betrekkingen zou kunnen onderhouden met de zonechefs voor louter plaatselijke problemen.

Artikel 44

In de toelichting bij het tweede lid wordt vermeld dat "de bedragen (afkomstig van de prestaties tegen betaling ten behoeve van gemeenten en van de prestaties van openbaar nut verricht tegen betaling) aan de begrotingsmiddelen zullen worden toegevoegd;"

Deze bepaling is in strijd met artikel 174 van de Grondwet luidens hetwelk "alle staatsontvangsten en -uitgaven (...) op de begroting en in de rekeningen (moeten) worden gebracht". Indien het in de bedoeling ligt de met toepassing van de artikelen 19 en 45 van het voorontwerp geïnde ontvangsten te bestemmen voor de uitgaven van de nationale politie, dient een begrotingsfonds te worden opgericht, overeenkomstig artikel 45 van de gecoördineerde

.../...

wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Artikelen 47 tot 52

Noch uit de artikelen 47 tot 52, die titel X vormen gewijd aan de algemene inspectie van de nationale politie, noch uit de memorie van toelichting kan worden opgemaakt welke de rechtspositie zal zijn van die inspectie en van de personen waaruit ze zal worden samengesteld.

Betreft het, naar het voorbeeld van de huidige algemene inspectie van de rijkswacht, een interne controledienst van de nationale politie, samengesteld uit leden ervan of een externe controledienst, samengesteld uit leden die niets van doen hebben met de nationale politie ?

Titel X van het ontwerp moet grondig worden herzien, wil het overeenstemmen met de juiste bedoelingen van de stellers van het voorontwerp. Aangezien het een grondregel betreft van de organisatie van de nationale politie, moeten de organisatie en de samenstelling van die inspectie rechtstreeks bij wet worden geregeld.

De regels betreffende de adiëring van de inspectie zullen eveneens moeten worden herzien nadat de wetgever een standpunt heeft ingenomen wat de aard betreft van de door die inspectie uitgeoefende controle.

.../...

Artikel 53

Het ontworpen artikel 14 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten, bepaalt dat "de gerechtelijke officieren en agenten die op de datum van inwerkingtreding van deze wet de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op voorwaarde dat zij ten minste vijftientig jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, (...) ambtshalve (worden) gepensioneerd".

In de memorie van toelichting wordt geen enkele rechtvaardiging gegeven voor die maatregel, die moeilijk verenigbaar lijkt te zijn met het gelijkheidsbeginsel.

Hij voert immers een tweevoudig verschil in behandeling in tussen de gerechtelijke officieren en agenten naar gelang ze al dan niet de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op het tijdstip van de inwerkingtreding van de wet en naar gelang ze al dan niet meer dan vijftientig jaar dienst hebben. Alleen degenen die op de datum van de inwerkingtreding van de wet zestig jaar zijn en vijftientig jaar dienst hebben, zullen ambtshalve gepensioneerd worden, terwijl degenen die op die datum niet voldoen aan beide voorwaarden samen, hun loopbaan zullen kunnen voortzetten tot ze vijftenzestig jaar zijn.

Het rechtmatige doel van dit soort van maatregelen is over het algemeen zowel het aantal personeelsleden als de gemiddelde leeftijd ervan te verlagen. De in het voorontwerp

.../...

voorgenomen maatregel berokkent ernstige schade aan degenen die voldoen aan de voorwaarden, niet alleen omdat ze hun loopbaan niet tot op het einde zullen kunnen voortzetten, maar tevens omdat zelfs niet wordt voorzien in een compenserende aanpassing van de berekening van hun pensioen. De maatregel lijkt dus buitensporig te zijn, aangezien hij slechts op zeer beperkende en tijdelijke wijze kan bijdragen tot het rechtmatige doel ervan.

Artikel 59

Het tweede lid dat deze bepaling beoogt in te voegen in artikel 8 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, geeft op onhandige wijze de bedoeling weer die de stellers van het ontwerp hebben te kennen gegeven in de toelichting bij deze bepaling :

"... thans kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter in zijn onderzoek de operationele leiding toevertrouwen aan de ene of de andere politiedienst en dan kan er geen twijfel meer over bestaan dat de ander politiedienst in dat specifiek onderzoek onder de operationele leiding zal staan van de door de procureur of onderzoeksrechter aangeduide politiedienst. Men kan nl. bezwaarlijk van de procureur (des Konings) of onderzoeksrechter verlangen dat zij zorgen voor de coördinatie van het optreden van twee politiediensten indien ze niet terzelfder tijd kunnen bepalen welke dienst de operationele leiding zal waarnemen.".

Het zou bijgevolg beter zijn dit lid als volgt te redigeren :

.../...

"In afwijking van het eerste lid, is die overeenkomst niet noodzakelijk wanneer de gerechtelijke overheid, ter uitvoering van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 85

Deze bepaling voegt in afdeling 1 van hoofdstuk IV van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt een onderafdeling III in, met als opschrift "Het informatie-beheer", waarin de artikelen 44bis tot 44undecies zijn vervat.

De ontworpen bepalingen voorzien in de oprichting van drie gegevensbanken : een algemene nationale gegevensbank (ontworpen artikel 44quater) opgericht bij het directoraat-generaal van de "steundiensten", een bijzondere nationale gegevensbank opgericht bij het directoraat-generaal van de "bestuurlijke politie" (ontworpen artikel 44septies) en een bijzondere nationale gegevensbank, opgericht bij het directoraat-generaal van de "gerechtelijke politie" (ontworpen artikel 44nonies).

De eerste twee staan onder de gezamenlijke leiding van een lid van de nationale politie en van een lid van de

.../...

gemeentepolitie (1). De derde staat onder de uitsluitende leiding van nationale magistraten.

Uit het ontwerp kan niet worden opgemaakt welke gegevens respectievelijk door deze drie gegevensbanken zullen worden verwerkt.

Uit de samenlezing van de ontworpen artikelen 44bis en 44quater blijkt dat alle inlichtingen en gegevens van persoonlijke aard die door de politiediensten worden verzameld en onder meer betrekking hebben op gebeurtenissen, groeperingen en personen die van concreet belang zijn voor de uitvoering van hun taken van gerechtelijke en bestuurlijke politie, ambtshalve en rechtstreeks zullen worden meegedeeld aan de "algemene" gegevensbank.

De laatstgenoemde zou, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, rechtstreeks toegankelijk zijn en zou rechtstreeks kunnen worden geraadpleegd door de bevoegde gerechtelijke overheden en de politiediensten in het kader van hun taken.

Als men alleen die bepalingen leest, zou elke ingewonnen informatie dus moeten worden opgenomen in die "algemene" gegevensbank.

(1) Het ontworpen artikel 44decies, derde lid, laatste zin, bepaalt dat indien die twee ambtenaren het niet eens zijn, de beslissing wordt genomen door het lid van de nationale politie, wat erop neerkomt dat die gegevensbank feitelijk alleen door de laatstgenoemde wordt beheerd.

Het ontworpen artikel 44nonies bepaalt evenwel dat het toezenden aan die gegevensbank wordt "uitgesteld wanneer en tot zolang de bevoegde magistraat of de leden van de politiediensten na overleg met de bevoegde magistraat van oordeel zijn dat deze toezending de uitoefening van de strafvordering of de veiligheid van een persoon in gevaar kan brengen". In dat geval zouden de gegevens worden toegezonden aan de nationale magistraten om te worden opgenomen in de bijzondere gegevensbank "gerechtelijke politie".

Het zal dus zaak zijn van de politiediensten die inlichtingen inwinnen bij het vervullen van hun taken van gerechtelijke of bestuurlijke politie, om in de eerste plaats te beoordelen of die inlichtingen afbreuk kunnen doen aan de uitoefening van de strafvordering of aan de veiligheid van een persoon. Alleen als zij menen dat zulks het geval is plegen zij overleg met de "bevoegde magistraat" om te beslissen of het toezenden ervan al dan niet zal worden uitgesteld. Aangezien het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek gevoerd worden onder de leiding en het gezag van respectievelijk de procureur des Konings en de onderzoeksrechter, zou het uitsluitend aan de laatstgenoemden moeten toekomen ab initio te oordelen of een inlichting de uitoefening van de strafvordering in gevaar kan brengen.

Bovendien maakt deze bepaling geen onderscheid naar gelang de ingewonnen inlichtingen van belang zijn voor de bestuurlijke politie of voor de gerechtelijke politie.

.../...

Daaruit volgt dat het ontworpen artikel 44nonies moeilijk te verenigen is met het ontworpen artikel 44septies. Het laatstgenoemde artikel bepaalt dat de inlichtingen en de gegevens van bestuurlijke politie "ingewonnen met een finaliteit van openbare rust en veiligheid, en behorende tot de categorieën bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken" ambtshalve en rechtstreeks worden toegezonden aan de gegevensbank "bestuurlijke politie". Indien die inlichtingen betrekking hebben op de gerechtelijke politie, moeten ze worden toegezonden aan de nationale magistraten, die zullen beslissen of die inlichtingen moeten worden doorgezonden aan de "algemene" gegevensbank of aan de gegevensbank "gerechtelijke politie".

Daaruit blijkt dat omtrent een door een politiedienst ontvangen inlichting als bedoeld in het ontworpen artikel 44septies, maar die de veiligheid van een persoon zou kunnen aanbelangen, twee tegenstrijdige beslissingen tot verwerking ervan zouden kunnen worden genomen door de nationale magistraten of door de "bevoegde magistraat".

Meer algemeen gesteld, vooronderstelt de veelheid van gegevensbanken, beheerd door verschillende diensten, die onder het gezag staan van verschillende overheden, dat een duidelijk onderscheid kan worden gemaakt tussen de verwerkte gegevens. In dat opzicht voldoen de in het ontwerp gehanteerde criteria niet volledig aan dat vereiste. Talrijke inlichtingen kunnen zowel van belang zijn voor de bestuurlijke politie als voor de gerechtelijke politie, aangezien

.../...

het onderscheid tussen die twee begrippen zelf niet duidelijk is (1).

Bovendien is het niet duidelijk wat bij de inlichtingen en gegevens van bestuurlijke politie de specificiteit zou uitmaken van de gegevens "ingewonnen met een finaliteit van openbare rust en veiligheid". De wet zou beter moeten omschrijven wat bedoeld wordt, zonder zich ertoe te bepalen de Minister van Binnenlandse Zaken te machtigen om de "categorieën" van inlichtingen te bepalen die moeten worden toegezonden aan de gegevensbank "bestuurlijke politie".

De mogelijkheid die aan de beheerders van de laatstgenoemde gegevensbank wordt geboden om te oordelen of de inlichtingen of gegevens "van belang zijn voor de gerechtelijke politie", kan afbreuk doen aan de verspreiding van de informatie onder de politiediensten en de gerechtelijke overheden en bijgevolg aan de controle van bovengenoemden op de onderzoeken. Op zijn minst moet de toegang van de gerechtelijke overheden tot die gegevensbanken worden georganiseerd. In dat opzicht is het niet raadzaam, zoals geschiedt in het ontworpen artikel 44septies, tweede lid, bevoegdheden te delegeren aan een "interministerieel comité".

(1) Zie C. De Valkeneer, "Le droit de la police", Brussel, De Boeck, 1991, blz. 62. De wet van 5 augustus 1992 heeft trouwens verzuimd definities te geven, die per definitie beperkend zijn.

Wat ten slotte meer in het bijzonder het ontworpen artikel 44quinquies betreft, verplicht het eerste lid de leden van de politiediensten die bij het vervullen van hun taak van bestuurlijke politie inlichtingen verkrijgen, "die voor de uitoefening van de gerechtelijke politie van belang" zijn, daarvan zonder verwijl en zonder beperking de "bevoegde gerechtelijke overheden" in kennis te stellen. Die tekst verzuimt te vermelden wat "van belang" kan zijn voor de uitoefening van de gerechtelijke politie en welke "gerechtelijke overheden" bedoeld worden.

Het tweede lid verplicht de leden van de politiediensten die, bij het vervullen van hun taak van gerechtelijke politie, inlichtingen verkrijgen "die voor de uitoefening van de bestuurlijke politie van belang" zijn, en "aanleiding (kunnen) geven tot beslissingen van bestuurlijke politie", de bevoegde administratieve overheden daarvan in kennis te stellen. Zoals de tekst is gesteld, wordt het aan de leden van de politiediensten die een gerechtelijke taak vervullen overgelaten om te oordelen of de aard van de vastgestelde feiten een beslissing van bestuurlijke politie noodzakelijk maakt en of, bijgevolg, het doorzenden van zulke inlichtingen afbreuk kan doen aan de uitoefening van de strafvordering en zulks zonder de toestemming van, naar gelang van het geval, de procureur des Konings of de onderzoeksrechter onder wier gezag die taken van gerechtelijke politie worden vervuld. Zulks is niet aanvaardbaar.

.../...

In de twee leden wordt een onderscheid gemaakt, dat nergens wordt verklaard, tussen "de ambtshalve en rechtstreekse" toezending (1) van de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44bis, eerste lid, aan de gegevensbank, opgericht bij het directoraat-generaal van de "steundiensten" (ontworpen artikel 44quater, derde lid), en de mededeling van "inlichtingen" verkregen in de uitoefening van taken van bestuurlijke of gerechtelijke politie (ontworpen artikel 44quinquies).

Artikel 88

Zoals in de toelichting bij deze bepaling wordt uitgelegd, wijkt het huidige artikel 48 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt af van artikel 14, § 1, 1°, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. Op grond van het artikel is het immers mogelijk een rechtsvordering in te stellen tegen een politieambtenaar die, in de uitoefening van zijn ambt, schade zou hebben berokkend aan een derde als gevolg van een opzettelijke fout, een zware fout of een lichte fout die bij hem gewoonlijk voorkomt, terwijl in artikel 14, § 1, 1°, van de wet

(1) De gebruikte uitdrukking laat doorschemeren dat het zou gaan om een rechtstreekse registratie, volgens een standaardpatroon "overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Minister van Justitie en door de Minister van Binnenlandse Zaken elk binnen het raam van hun bevoegdheden", bij wege van teletransmissie van gegevens.

van 3 juli 1967 die mogelijkheid wordt beperkt tot de opzettelijke fout wanneer het slachtoffer een personeelslid is van een overheidsdienst bedoeld in artikel 1 van die wet.

De ontworpen bepaling strekt ertoe die afwijking ongedaan te maken. Het is evenwel niet duidelijk waarom ze alleen betrekking heeft op de slachtoffers van een arbeidsongeval die "lasthebbers, aangestelden of organen van de Staat of de gemeente" zijn.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN